



Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois

Règlement d'attribution du dispositif de soutien aux professionnels de la filière équine

Préalable

L'étude de positionnement menée en 2021 par le bureau d'études Parcours Conseil a permis de mettre en exergue les potentialités de développement de la filière équine à l'échelle de la CA2BM et d'en définir une stratégie d'accompagnement (animation de la filière, participation à des événements...) qui passe notamment par la mise en place d'un dispositif de soutien financier aux professionnels en vue de développer les activités économiques et touristiques, créer et maintenir de l'emploi et enfin, favoriser le bien-être animal.

Les entreprises / associations qui solliciteront cette aide doivent nécessairement avoir leur siège social et leur activité économique sur le périmètre de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois.

Le présent dispositif est défini pour les années 2023 à 2026.

Le présent règlement a pour objectif de fixer les modalités d'attribution et de versement de cette aide.

Article 1 : Champ d'application

La Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois accorde aux professionnels de la filière équine, dans les conditions définies au présent règlement, une aide en faveur de leurs investissements matériels.

L'objectif est de renforcer l'attractivité du territoire à travers le développement de la filière équine et plus particulièrement l'amélioration des conditions d'accueil des publics et une montée en gamme des équipements.

Cette aide prend la forme d'une subvention versée sur présentation de pièces justificatives.

Article 2 : Bénéficiaires

Les structures éligibles sont des structures situées sur le territoire de la CA2BM :

- Les entreprises immatriculées dont le chiffre d'affaires des trois derniers exercices provient à plus de 50% d'une activité équine ou transverse à l'activité équine ;
- Les entreprises nouvellement créées dont le chiffre d'affaires prévisionnel sur 3 exercices proviendra à plus de 50% d'une activité équine ou transverse à l'activité équine ;
- Les établissements d'enseignement et de recherche agricoles ;
- Les associations déclarées dont l'activité principale est une activité équine ou transverse à l'activité équine.

Le demandeur doit être propriétaire de la structure ou titulaire d'un bail emphytéotique ou justifier de la maîtrise du foncier. Les bénéficiaires potentiels sont éligibles sous réserve de remplir les conditions suivantes :

- être âgés d'au moins 18 ans et ne pas avoir atteint l'âge prévu à l'article D. 161-2-1-9 du code de la sécurité sociale au 1er janvier de l'année de dépôt de la demande (pour les formes sociétaires, au moins un des associés doit remplir cette condition) ;
- avoir leur siège social et l'activité situés en Hauts-de-France ;
- n'avoir fait l'objet d'aucun procès-verbal dressé dans l'année civile qui précède la date de dépôt de la demande au titre des points de contrôle des normes minimales en matière d'environnement, d'hygiène et de bien-être des animaux ;
- pour les exploitants agricoles, être à jour de leurs contributions sociales (sauf accord d'étalement).

Article 3 : Exclusions des dispositifs

Ne sont pas éligibles :

- Les Sociétés Civiles Immobilières ;
- Les Groupements Fonciers Agricoles, Forestiers et Ruraux ;
- Les fondations ;
- Les Groupements d'Intérêt Public ;
- Les collectivités territoriales.

Article 4 : Conditions générales

Le fait d'être éligible à une subvention ne constitue pas un droit à bénéficier de ladite subvention. La Communauté d'Agglomération se réserve le droit de ne pas accorder cette aide notamment en cas d'insuffisance de crédits budgétaires.

Les demandes d'aides sont instruites par un comité d'attribution selon les modalités définies ci-après et ce dans la limite du budget alloué annuellement par le conseil communautaire à ce régime d'aides.

Le comité d'attribution statue valablement dès lors que le tiers de ses membres, membres désignés par le Président de la Communauté d'Agglomération, sont présents ou représentés ; chaque membre présent ne pouvant détenir qu'un seul pouvoir confié à lui par un autre membre. Si ce quorum n'est pas atteint, une nouvelle convocation comportant le même ordre du jour est adressée dans les cinq jours et le comité d'attribution peut alors statuer sans condition de quorum.

Composition du comité d'attribution :

- Le Président de la CA2BM
- 3 élus communautaires
- Personnes associées : membre(s) de la Direction Générale, techniciens de la CA2BM et avis consultatif du maire (ou de son représentant) de la commune concernée par le projet déposé

Le comité d'attribution statue valablement sur chaque dossier à la majorité simple. En cas d'égalité, la voix du président du comité est prépondérante.

Le maire (ou son représentant) de la commune d'implantation d'une entreprise / association ayant déposé une demande, pourront participer à l'examen du dossier mais ne pourront pas participer à la décision d'attribution de l'aide.

Les aides ne sont pas rétroactives :

- Les dépenses, pour être éligibles à une éventuelle aide, devront obligatoirement avoir fait l'objet d'un dépôt de dossier auprès de la CA2BM.
- Les travaux ne pourront commencer qu'après le dépôt du dossier complet auprès de la CA2BM et qu'après réception par l'entreprise d'un courrier de complétude.

La demande d'aide doit être effectuée par le biais d'un dossier signé par le dirigeant de l'entreprise ou de l'association accompagné des pièces justificatives et adressé au Président de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois.

Le délai d'instruction de la demande d'aide est fixé à trois mois maximum.

Le service instructeur de la CA2BM se réserve le droit :

- De demander à l'entreprise / association des pièces complémentaires afin d'instruire la demande – cette demande suspend le délai d'instruction jusqu'à réception des pièces demandées
- D'auditionner le dirigeant de l'entreprise / association

Après validation du comité d'attribution et accord du conseil communautaire, l'aide sera notifiée à l'entreprise / association attributaire par lettre simple. Une convention de financement signée entre la CA2BM et l'entreprise / association subventionnée formalisera la démarche.

La subvention est cumulable avec d'autres aides financières existantes sous réserve du respect des règles nationales ou européennes en la matière.

Article 5 : Dispositifs d'aide à la création/ reprise d'activité

Article 5.1 : Dépenses éligibles

Seuls sont éligibles les projets d'investissement visant le développement d'une activité en lien avec les équidés dans les domaines suivants :

- Pension, gardiennage de chevaux,
- Débourage, dressage, pré-entraînement, entraînement,
- Rééducation ou bien-être du cheval,
- Traction équine,

- Reproduction et élevage,
- Médiation équine (dont équithérapie),
- Organisation de promenades,
- Activités connexes ou artisanales en lien avec les équidés (maréchal-ferrant, sellier, bottier, ...)

Et portant sur les éléments suivants dédiés à une activité en lien avec les équidés :

- Amélioration de bâtiments, d'installations et d'équipements fixes doit (doivent) être avérée(s) en termes de performances économiques, sociétales et environnementales,
- Acquisition de matériel et équipements (dont équipements numériques connectés et innovants) y compris le matériel à usage de dentisterie maréchalerie ou poulinage et surveillance de poulinages,
- Investissements immatériels suivants : acquisition ou développement de logiciels informatiques et acquisitions de brevets, licences, droits d'auteur et marques commerciales.

Contribuant notamment à :

- Améliorer, développer les prestations proposées dans le respect du bien-être animal (selon les recommandations de l'Institut Français du Cheval et de l'Equitation),
- Professionnaliser la structure,
- Réduire les coûts de fonctionnement,
- Améliorer les conditions d'accueil et de travail, la sécurité.
-

Article 4.2 : Dépenses inéligibles

- toutes les dépenses d'investissement à l'identique du préexistant
- l'achat de chevaux ;
- l'achat de moyens de transports motorisés type van, camion, tracteur et chargeur ;
- l'achat ou la location de terrains ;
- l'aménagement de chaussées, voiries, parking ;
- les forages ;
- le petit matériel (inférieur à 500€) et les consommables ;
- le temps passé par le bénéficiaire à l'auto-construction ;
- l'achat de matériel d'occasion ;
- les ordinateurs, tablettes et imprimantes ;
- le matériel médical ;
- les équipements liés à la restauration à l'hébergement de personnes, équipements annexes, tout équipement non lié directement à l'activité équestre ;
- les dépenses / travaux d'entretien courant dont la remise à niveau des sols équestres sans apporter d'amélioration ;
- les dépenses liés à des travaux de mise en conformité réglementaire ;
- les dépenses liées à la production d'énergie renouvelable (financements possibles sur d'autres dispositifs Etat ou Région) ;
- les frais administratifs, réglementaires et d'accompagnement liés au montage des projets.

Article 5.3 : Conditions d'octroi de l'aide et pièces à fournir

Pour être éligible à cette aide, l'entreprise / association doit répondre aux critères définis dans l'article 2 du présent règlement et fournir un dossier de demande de subvention complet.

L'aide à l'investissement ne peut être demandée qu'une seule fois par entreprise.

Un délai de carence de 2 ans à compter de la date d'attribution de l'aide est appliqué avant que l'entreprise / association puisse solliciter une nouvelle demande.

Article 5.4 : Montant et intensité de l'aide

Le montant des investissements éligibles doit être compris entre 5 000 € HT et 20 000 € HT.

L'aide prend la forme d'une subvention, pouvant atteindre jusqu'à 20% des investissements éligibles.

L'intervention de la CA2BM est donc comprise entre 1 000 € et 4 000 €.

Article 5.5 : Modalités de versement

La subvention attribuée par la CA2BM sera versée sur le compte bancaire ou postal ouvert au nom de l'entreprise / association et dont elle aura communiqué les références à la CA2BM.

Le paiement de la subvention sera effectué en un seul versement sur présentation des factures acquittées, qui doivent être conformes aux devis initiaux présentés au dossier.

L'investissement doit être en conformité avec les règlements d'urbanisme et environnementaux en vigueur.

L'investissement doit être effectué dans un délai de 2 ans suivant la date de notification de la subvention. Au-delà de cette période, le subventionné perdra ses droits.

En cas de réalisation partielle de l'investissement, le montant de la subvention sera versé au prorata de la dépense réalisée.

Les factures acquittées et certifiées par l'entreprise / association seront transmises à la CA2BM qui pourra venir dans l'entreprise contrôler la réalité de l'investissement

Article 6 : Engagements de l'entreprise / association

Par la signature du formulaire de demande d'aide de la CA2BM, l'entreprise / association s'oblige à respecter l'ensemble de la réglementation qui lui est applicable notamment en matière fiscale, comptable et du droit du travail.

En cas de départ de l'entreprise / association subventionnée du territoire de la CA2BM dans un délai de 5 ans, celle-ci s'engage à reverser la subvention aux financeurs publics en totalité. Le délai précité commence à courir à compter de la date de notification de l'aide par la CA2BM.

L'entreprise / association bénéficiaire d'une aide devra faire intégrer la mention « avec le soutien de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois » et le logo de la CA2BM sur tous les supports de communication en lien avec l'opération financée.

Article 7 : Réalisations partielles et règles de caducité

Dans le cas d'une réalisation partielle du projet pour lequel une aide est demandée, cette aide sera versée au prorata. Si le montant des factures est inférieur aux estimations initiales, le montant de l'aide est automatiquement ajusté à la dépense réellement effectuée sous réserve que les dépenses soient réalisées conformément au projet agréé par le comité d'attribution. Dans le cas inverse où les factures sont supérieures aux estimations initiales, le montant de l'aide n'est pas revalorisé.

La subvention deviendra caduque :

- Si le bénéficiaire n'a pas adressé à la CA2BM, les documents justifiant d'un début de réalisation de l'objet subventionné dans un délai de 1 an à compter de la date de notification de l'aide. Sur demande justifiée, un délai supplémentaire de 6 mois pourra être accordé. A l'expiration de ce délai, la caducité de la subvention sera confirmée au bénéficiaire.
- Si le bénéficiaire n'a pas adressé à la CA2BM, les documents justifiant de l'achèvement de la réalisation de l'opération et de son coût, et permettant le mandatement de la subvention dans un délai de 2 ans à compter de la date de notification de l'aide.

Article 8 : Modifications du règlement

Le conseil communautaire après avis de la commission développement économique pourra modifier le présent règlement par simple avenant.

Article 9 : Règlement des litiges

En cas de litige, la juridiction compétente est le tribunal administratif de Lille.